



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° DGFIP-DGS-2400015-S du 16/06/2025

**ASSISTANCE MOE À LA RÉALISATION DE PROJETS EN
ENVIRONNEMENT JAVA, PHP ET PYTHON (LOTS 1 ET 2)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.1 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.1.1 – <i>Stabilité, permanence et niveau de compétence des équipes du titulaire.....</i>	<i>9</i>
6.1.2 – <i>Obligation de résultat.....</i>	<i>9</i>
6.2 – DÉLAI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	9
6.3 – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 7 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	10
7.1 – LES PUBLICS VISÉS.....	11
7.2 – LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION.....	12
7.3 – LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES.....	13
7.4 – LES MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION.....	14
7.5 – CLAUSE RGPD RELATIVE AU CONTRÔLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION.....	15
ARTICLE 8 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX.....	17
8.1 – CONTENU DES PRIX.....	17
8.2 – FORME DES PRIX.....	17
8.3 – APPLICATION DES TAUX DE REMISE POUR PRODUCTIVITÉ.....	18
ARTICLE 9 - MODE DE PASSATION DES COMMANDES.....	18
9.1 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	18
9.2 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE.....	19
9.3 – MODIFICATIONS DES PRESTATIONS COMMANDÉES.....	20
ARTICLE 10 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	20
10.1 – LIENS JURIDIQUES.....	20
10.2 – ABSENCE PROLONGÉE, DÉPART DU PERSONNEL MIS À DISPOSITION, REMPLACEMENT.....	21
10.3 – RÉCUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	21
10.4 – CONDITIONS D'ACCÈS DU PERSONNEL DU TITULAIRE AUX LOCAUX.....	21

SOMMAIRE

10.5– CAS DES PERSONNELS EN FORMATION.....	22
10.6– DOCUMENTS RELATIFS AUX INTERVENANTS.....	22
ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITÉ.....	22
ARTICLE 12 - GARANTIE.....	23
ARTICLE 13 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS.....	23
13.1 – DROITS CÉDÉS À LA PERSONNE PUBLIQUE :.....	23
13.2 – DROITS CONCÉDÉS PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	25
13.3 – CONNAISSANCES ANTÉRIEURES.....	25
ARTICLE 14 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	26
14.1 – VÉRIFICATION DES PRESTATIONS CONSTITUÉES D'UNITÉS D'OEUVRE NE CONCOURANT PAS À UN FORFAIT DE DÉVELOPPEMENT (RECETTE DITE « SIMPLE »).....	26
14.2 – VÉRIFICATION DES PRESTATIONS CONSTITUÉES D'UNITÉS D'OEUVRE EN FORFAIT DE DÉVELOPPEMENT CONCOURANT À LA PRODUCTION OU À L'ADAPTATION DE LOGICIELS (RECETTE DITE « COMPLEXE » OU « TRÈS COMPLEXE »).....	26
ARTICLE 15 - AUDITS.....	27
ARTICLE 16 - PÉNALITÉS.....	28
16.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION.....	28
16.2 – PÉNALITÉS POUR DÉFAUT DE QUALITÉ DES DÉVELOPPEMENTS, ET DES LIVRABLES LOGICIELS.....	29
16.3 – PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES DÉLAIS DE CORRECTION DES ANOMALIES BLOQUANTES.....	29
16.4 – PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES DÉLAIS DE CORRECTION DES ANOMALIES NON BLOQUANTES EN VSR ET PHASE DE GARANTIE.....	29
16.5 – PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES DÉLAIS DE MISE À DISPOSITION DES ASSISTANCES TECHNIQUES ET EXPERTISES.....	30
16.6 – PÉNALITÉS POUR AUDIT SUPPLÉMENTAIRE.....	30
16.7 – PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	30
ARTICLE 17 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS.....	30
17.1 – PRESTATIONS CONSTITUÉES D'UNITÉS D'OEUVRE EN FORFAIT DE DÉVELOPPEMENT CONCOURANT À LA PRODUCTION OU L'ADAPTATION DE LOGICIELS (RECETTE DITE « COMPLEXE » OU « TRÈS COMPLEXE »).....	30
17.2 – PRESTATIONS CONSTITUÉES D'UNITÉS D'OEUVRE NE CONCOURANT PAS À UN FORFAIT DE DÉVELOPPEMENT (RECETTE DITE « SIMPLE »).....	31
17.3 – IMPUTATION.....	32
ARTICLE 18 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	32
18.1 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU TITULAIRE.....	32

SOMMAIRE

18.2 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT.....	33
18.3 - INTÉRÊTS MORATOIRES.....	34
ARTICLE 19 - AVANCE.....	34
ARTICLE 20 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES.....	35
ARTICLE 21 – DÉMATÉRIALISATION.....	36
ARTICLE 22 – LANGUE – MONNAIE.....	37
ARTICLE 23 – LITIGES ET CONTENTIEUX.....	37
23.1 - RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS INTÉGRANT LA MÉDIATION INTERNE.....	37
23.2 - RÈGLEMENT CONTENTIEUX DES DIFFÉRENDS.....	38
ARTICLE 24 – MODIFICATION DU CONTRAT.....	39
ARTICLE 25 – RÉSILIATION.....	39
ARTICLE 26 – SOUS-TRAITANCE.....	40
ARTICLE 27 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION.....	40
ARTICLE 28 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	40
ARTICLE 29 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	40
ARTICLE 30 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....	41
ARTICLE 31 - PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PÉNALITÉS.....	42
ARTICLE 32 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.....	42
ARTICLE 33 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	43
ARTICLE 34 – ÉTABLISSEMENT D’UN BILAN D’ÉMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES).....	43
ARTICLE 35 – DÉROGATIONS.....	44
ANNEXES – OBLIGATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	45

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique. Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DGS-2400015-S du 16 juin 2025 et ses annexes RGPD, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DGS-2400015-S du 16 juin 2025 et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'assistance à la maîtrise d'oeuvre de la Direction Générale des Finances Publiques pour la réalisation de projets en environnement ouvert (JAVA, PHP, PYTHON).

Dans le cadre du marché, la DGFIP souhaite confier au titulaire une mission d'assistance MOE pour le pilotage, le développement, la maintenance, le déploiement et la mise en exploitation d'applications reposant sur une architecture multi-niveaux et/ou distribuée, réalisée en environnement ouvert (JAVA, PHP, PYTHON), garantissant l'interopérabilité, la portabilité et le respect

des principes et concepts présentés dans les documents de référence joints en annexe au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché.

Le marché comporte 2 lots :

Les 2 lots ont le même objet mais des domaines d'application distincts.

- **Le Lot 1 concerne les périmètres fonctionnels suivants :**
 - Projets de la Comptabilité de l'État ;
 - Projets de la Dépense de l'État ;
 - Projets du Domaine de l'État ;
 - Projets du Recouvrement Forcé ;
 - Projets de la Fiscalité des Professionnels ;
 - Projets de la Gestion RH de la DGFIP ;
 - Projets de la gestion des Retraites de l'État ;
 - Projets du domaine foncier, de l'enregistrement et de la publicité foncière ;
 - Projets du domaine des échanges internationaux de données ;
 - Projets du domaine du Contrôle Fiscal ;
 - Projets de gestion de la Documentation ;
 - Projets des missions d'audit et de contrôle de gestion ;
 - Activités résiduelles non listées dans le lot 2.
- **Le Lot 2 concerne les périmètres fonctionnels suivants :**
 - Projets de la Fiscalité des Particuliers ;
 - Projets de Référentiels de la DGFIP ;
 - Projets de Gestion de la relation Usagers ;
 - Projets du Secteur Public Local ;
 - Projets de Portails internes, externes, API de la DGFIP ;
 - Projets des Annuaire de la DGFIP ;
 - Projets relatifs aux activités bancaires de la DGFIP ;
 - Projets transverses relatifs à l'environnement de travail de l'agent (messagerie, bases documentaires, etc...).

Les prestations sont commandées sur la base d'unités d'œuvre définies au chapitre 5 du CCTP.

Les unités d'œuvre sont regroupées en 14 catégories :

- catégorie 1 : les spécifications fonctionnelles détaillées ;
- catégorie 2 : la conception/modélisation ;
- catégorie 3 : les spécifications techniques générales et détaillées ;
- catégorie 4 : la réalisation et la maintenance de composants ;
- catégorie 5 : l'assistance à l'intégration en environnement de recette ou de production ;
- catégorie 6 : les prestations de migration/portage ;
- catégorie 7 : la coordination, le pilotage et la qualité ;
- catégorie 8 : le passage en intégration en modèle classique avec la mise en exploitation ou en modèle DEV/OPS ;
- catégorie 9 : la prise de connaissance et le transfert de compétence ;
- catégorie 10 : la réalisation d'audits et d'études d'impact ;
- catégorie 11 : l'expertise ;
- catégorie 12 : le développement en PHP ;
- catégorie 13 : le développement en PYTHON ;
- catégorie 14 : l'acculturation aux nouvelles technologies et à l'éco-conception.

Le contenu et les modalités d'exécution des prestations mentionnées ci-dessus sont décrits en détail dans le CCTP.

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ

La consultation comprend 2 lots mono-attributaires. Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1-1° et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période de quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification qui constitue sa date de prise d'effet.

ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour chacun des lots sans montant minimum.

Le montant maximum pour la durée totale du marché (48 mois) est fixé à :

- Lot 1 : 300 000 000 € HT

- Lot 2 : 300 000 000 € HT

Le marché s'exécute par bons de commande à unités d'oeuvre.

Le prix unitaire de chacune des unités d'oeuvre est mentionné par le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire réalise les prestations dans les conditions prévues au CCTP.

En particulier, sont précisément décrits dans le CCTP, pour chaque unité d'oeuvre, le contenu de la prestation, les délais de réalisation, et en tant que de besoin les pré-requis, les fournitures de l'administration, les livrables associés et le niveau de complexité. L'exécution des prestations sera formalisée par la fourniture des livrables prévus au CCTP.

Le suivi de l'activité du titulaire sera effectué par la DGFIP dans les conditions définies au chapitre 2 du CCTP.

6.1.1 – Stabilité, permanence et niveau de compétence des équipes du titulaire

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée d'exécution du marché. Des profils types à respecter a minima par le titulaire tout au long de l'exécution du marché sont définis par l'administration au § 3.2.6 du CCTP.

Le titulaire doit désigner un responsable du marché, interlocuteur unique de la DGFIP, qui répondra de la bonne exécution des prestations dues par le titulaire au titre du présent marché. Cette personne ne pourra pas être remplacée pendant la durée d'intervention sauf cas de force majeure ou en cas d'insuffisance professionnelle avérée et signalée au titulaire. En cas d'indisponibilité de cette personne, la personne publique peut par dérogation à l'article 47 du CCAG/TIC résilier le marché sans indemnisation du titulaire.

En cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire devra, dès qu'il en aura connaissance, aviser par lettre

recommandée la personne publique et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Si un titulaire a mobilisé un intervenant sur une prestation, l'administration pourra exiger son maintien sur la durée de la prestation dans la mesure où cet intervenant est toujours à la disposition du titulaire.

6.1.2 – Obligation de résultat

Les prestations décrites dans le CCTP et à la charge du titulaire sont assorties d'une obligation de résultat.

Cette obligation de résultat sera mesurée au travers du suivi, d'une part des indicateurs des niveaux de services attendus mentionnés dans le CCTP (§ 3.3), d'autre part de ceux figurant dans l'offre du titulaire.

6.2 – Délai d'exécution des prestations

Un délai de réalisation est fixé pour chacune des unités d'œuvre (UO) décrites au chapitre 5 du CCTP. Les délais exprimés s'entendent en jours ouvrés.

Le délai maximal d'exécution des bons de commande est fixé à 12 mois. Il est décompté conformément aux dispositions des articles 13.1 et 13.2 du CCAG/TIC. Le point de départ du délai d'exécution débute à la date de notification du bon de commande et le délai expire à la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché. Dans tous les cas leur exécution devra être achevée au plus tard douze (12) mois après la date de fin de validité du marché.

6.3 – Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées soit dans les locaux du titulaire, soit dans les locaux de l'administration (§ 1.1.2 du CCTP).

Pour l'exécution des prestations dans les locaux de la personne publique, les lieux principaux d'exécution sont définis au § 1.1.1 du CCTP.

L'exécution des prestations dans les locaux du titulaire s'effectue dans le respect des dispositions des articles 17.1 et 17.2 du CCAG/TIC.

Le titulaire fera connaître au pouvoir adjudicateur avec un préavis de six (6) mois tout changement envisagé d'un lieu d'exécution des prestations en lui transmettant toute information utile sur la nouvelle localisation prévue.

Pour l'application de l'article 17.1 du CCAG/TIC, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour permettre l'accès aux lieux d'exécution du marché en mettant notamment à la disposition du pouvoir adjudicateur et à ses représentants l'ensemble des consignes de sécurité prévues sur le site 3 jours au moins avant toute visite.

La personne publique indiquera lors de l'émission du bon de commande le lieu d'exécution des prestations.

ARTICLE 7 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lots 1 et 2 du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.1 – Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayant droits ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;

- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance »;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet;
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot 1	Lot 2
-------	-------

Nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire sur la durée d'exécution du marché	Nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire sur la durée d'exécution du marché
30 000 heures	30 000 heures

7.2 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

7.3 – Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Monsieur Clément COQUERY

Responsable de projets clauses sociales et relations entreprises

mel : clement.coquery@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- d'accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- d'informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

7.4 – Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC. Il porte sur un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures d'insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

Le titulaire fournit trimestriellement, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste des pièces qui lui a été fournie.

Pour assurer une transmission sécurisée et traçable des pièces nécessaires, en conformité avec les recommandations du RGPD, il sera fait usage de l'outil « navette entreprise » du système de gestion des clauses sociales « ABC Clause » utilisé par l'EPEC.

Après l'attribution du marché, l'EPEC fournira à la personne désignée au sein de l'entreprise attributaire du marché un code d'accès à cet outil afin qu'elle puisse faire valider les profils des publics ainsi que les heures réalisées.

Le code d'accès à la navette entreprise est unique et lié à la personne désignée responsable au sein de l'entreprise attributaire. Si cette dernière venait à changer, un nouvel accès serait créé afin de s'assurer de la traçabilité des données. Dans ce cadre, l'entreprise s'engage à prévenir l'EPEC en cas de changement du responsable du suivi des heures d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 16.7 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, formées pendant l'exécution du marché.

7.5 – Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.
- Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données.

Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 8 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX

8.1 – Contenu des prix

Les prix des unités d'oeuvre du marché sont mentionnés par le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du lot concerné.

Ces prix intègrent tous les frais et les dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par chaque entité bénéficiaire d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCTP.

8.2 – Forme des prix

Les prix sont fermes pour les deux premières années de validité du marché. Ils sont ensuite révisés à la date anniversaire de prise d'effet du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (\text{CPF } 62.02 / \text{CPF } 62.02_o))$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P_o = prix de l'offre ;

CPF 62.02 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision¹

CPF 62.02_o = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent².

Indice INSEE utilisé = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique - Identifiant 010766573

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, il sera procédé à l'arrondi arithmétique de la manière suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision final est arrondi au millième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-TIC, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et restent inchangés quel que soit le délai d'exécution des commandes.

1 Y compris indice non définitif.

2 Y compris indice non définitif.

8.3 – Application des taux de remise pour productivité

À la date anniversaire de la prise d'effet du marché, les taux de remise pour productivité définis dans l'annexe financière de l'acte d'engagement du lot concerné seront appliqués aux prix du marché.

ARTICLE 9 - MODE DE PASSATION DES COMMANDES

9.1 – Contenu des bons de commande

Au fur et à mesure de ses besoins, la personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant, outre les éléments mentionnés au § 2.1 du CCTP, les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- la référence CHORUS au présent marché ;
- l'objet de la prestation ou des prestations commandées ;
- la désignation et le nombre d'unités d'oeuvre commandées ;
- les livrables et les résultats attendus ;
- la date de début de la prestation, le calendrier de livraison et le délai d'exécution ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- le prix unitaire hors taxes et toutes taxes comprises des unités d'oeuvre commandées ;
- le montant de remise éventuelle ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande.

Dans la mesure du possible, les bons de commande regroupent un ensemble d'unités d'oeuvre permettant de faciliter les opérations de recette.

Il est notamment indiqué si les opérations de recette relèvent d'une procédure dite « simple », « complexe » ou « très complexe », telle que définie au § 2.3 du CCTP.

Pour les unités d'oeuvre en forfait de développement concourant à la production ou à l'adaptation du logiciel, dont la réception relève d'une procédure dite « complexe » ou « très complexe », les durées des opérations de réception et de vérification sont précisées dans les bons de commande, conformément aux dispositions du § 2.3.4 du CCTP.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la commande pour présenter ses remarques et observations sur la rédaction du bon de commande. La personne publique rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif, qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée sans réserve.

9.2 – Arrêt de l'exécution des prestations d'un bon de commande

La personne publique se réserve la possibilité, en accord avec le titulaire, d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission, et selon un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et ne fait pas pour autant l'objet d'une résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations réellement exécutées.

Seules les prestations effectivement accomplies ouvriront droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
- le montant des pénalités ;

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

9.3 – Modifications des prestations commandées

Lorsque la personne publique décide des modifications relatives aux prestations ou accepte les modifications proposées par le titulaire, elle le notifie au titulaire qui dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour formuler ses observations.

ARTICLE 10 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Cet article concerne le personnel du titulaire et de manière générale tout intervenant agissant pour le compte du titulaire (sous-traitant).

10.1 – Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) demeurent, à tous les égards, les salariés du titulaire ou du sous-traitant (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire (ou du sous-traitant) pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire (ou le sous-traitant).

10.2 – Absence prolongée, départ du personnel mis à disposition, remplacement

En cas d'absence supérieure à huit jours ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, le titulaire doit désigner un remplaçant du niveau au moins équivalent. Il doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

En aucun cas le remplaçant du personnel ne pourra justifier une augmentation du prix des prestations.

10.3 – Récusation du personnel du titulaire par la personne publique

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, la personne publique se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés pour des motifs d'ordre professionnel à l'exécution de cette prestation ou qui ne respecteraient pas le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels refusés, dans les conditions précisées au §10.2. ci-avant.

10.4 – Conditions d'accès du personnel du titulaire aux locaux

Les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) sont soumis aux mêmes conditions d'accès sur les sites de la personne publique que tout agent au service de l'État. Ils sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité et le secret professionnel.

10.5– Cas des personnels en formation

Le titulaire et son ou ses sous-traitants ne peuvent recourir aux services de personnels en formation pour la réalisation des besoins de la personne publique, sans autorisation préalable expresse de celle-ci. Cette autorisation peut être suspendue à tout moment. Le recours à de telles personnes en formation ne saurait se substituer à un salarié du titulaire ou de ses sous-traitants.

Le pilotage de ces personnels en formation relève entièrement du titulaire et ne peut donner lieu à facturation.

10.6– Documents relatifs aux intervenants

La personne publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de bien vouloir produire un document relatif au profil de chaque intervenant afin de vérifier la cohérence des compétences de la personne avec les profils présentés dans l'offre.

En cas de demande de la personne publique, le document sera produit auprès du responsable du projet dès le 1er jour d'intervention du ou des intervenants suivant la demande.

Le défaut de production pourra entraîner le non-accès aux locaux et la récusation du personnel concerné.

Le titulaire s'engage à rappeler à tout intervenant pour son compte qu'il est tenu au secret professionnel à l'égard des tiers pour tout ce qui concerne l'exercice de ses fonctions et qu'il est tenu par la même obligation vis-à-vis de tout document ou information dont il aura eu connaissance chez les clients de son employeur.

Cette obligation a un caractère absolu et n'a pas vocation à être limitée dans le temps et dans l'espace. Si la nature des prestations le justifie, le titulaire fera signer à ses préposés une attestation, à son égard, de leur prise de connaissance de l'obligation de confidentialité spécifique au marché.

ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire est tenu aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5 du CCAG/TIC pour ce qui a trait aux renseignements et documents dont il aura eu connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'administration.

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer cette obligation de confidentialité sur les informations qui lui seront communiquées dans le cadre de sa prestation ainsi que sur celles dont ses personnes auront pu ou pourront avoir connaissance à l'occasion de leurs travaux. Il veillera également à faire respecter ses obligations par ses sous-traitants et le personnel de ces derniers.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après la fin de l'exécution du marché pour une durée maximale de deux ans. Cette durée pourra toutefois être prolongée, d'un commun accord entre les parties, pour certaines informations dont la nature le justifie et qui devront être communiquées par écrit par la personne publique en mentionnant la durée spécifique des obligations de confidentialité associées sur chaque bon de commande ou un document spécial.

L'administration se réserve le droit de dénoncer le contrat ou la part non exécutée du contrat sans indemnité pour le titulaire en cas de non-respect des

obligations de confidentialité par le titulaire et les préposés du titulaire dans les conditions prévues ci-dessus.

Dans ce cas particulier, la résiliation pourrait entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du titulaire des marchés publics.

ARTICLE 12 - GARANTIE

Pour les prestations de production ou d'adaptation de logiciels, les conditions d'application de la garantie sont définies au § 2.3.4.6 du CCTP.

ARTICLE 13 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS

13.1 – Droits cédés à la personne publique :

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché (tels que définis à l'article 43.1 du CCAG/TIC), en particulier les droits patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;

- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;

- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;

- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;

- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données ;

Le titulaire s'engage à remettre à la personne publique tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur l'exercice de ces droits, notamment les codes sources et codes objets ainsi que la documentation associée et plus généralement tout élément nécessaire au maintien en condition opérationnelle du code livré.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le prix du marché.

13.2 – Droits concédés par la personne publique

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

13.3 – Connaissances antérieures

Le titulaire devra obtenir l'autorisation de la personne publique avant toute incorporation de connaissances antérieures aux prestations et résultats du marché.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées ou indissociables des résultats suivent le régime des résultats décrit à l'article 13.1, à l'exception de la cession qui est consentie à titre non exclusif sur les éléments concernés.

ARTICLE 14 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

Les modalités de réception, décrites dans le présent article et au § 2.3 du CCTP, dépendent du type de prestation et des catégories d'unités d'oeuvre. Par dérogation aux articles 32 et 33 du CCAG/TIC, la réception des prestations est prononcée conformément aux dispositions du § 2.3 du CCTP.

Les phases de vérification auront lieu dans les locaux de la personne publique.

Les prestations exécutées font l'objet d'une vérification bon de commande par bon de commande. Un bon de commande ne peut être déclaré réceptionné que lorsque tous les livrables constitutifs de celui-ci ont été validés.

14.1 – Vérification des prestations constituées d'unités d'oeuvre ne concourant pas à un forfait de développement (recette dite « simple »)

Sauf mention contraire indiquée dans le bon de commande, à réception de l'un ou plusieurs de ses livrables, la personne publique bénéficiera d'un délai de 10 jours ouvrés pour exprimer ses éventuelles réserves. Ces dernières devront être prises en compte par le titulaire dans un délai identique, au terme duquel il devra fournir une nouvelle version des livrables concernés.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend l'une des décisions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

14.2 – Vérification des prestations constituées d'unités d'oeuvre en forfait de développement concourant à la production ou à l'adaptation de logiciels (recette dite « complexe » ou « très complexe »)

Les opérations de vérification se déroulent en deux (2) étapes, appelées vérification d'aptitude (VA) et vérification de service régulier (VSR) décrites au § 2.3.4 du CCTP.

Préalablement à ces opérations, chaque livraison (partielle ou globale) fait l'objet d'une décision de recevabilité (vérification formelle) dans les 5 jours ouvrés suivant la livraison. Cette recevabilité conditionne le début de la vérification d'aptitude.

- Vérification d'aptitude (VA)

Cette opération permet de vérifier que les conditions requises pour prononcer la VA, telles qu'elles sont définies au § 2.3.4 du CCTP, sont remplies.

La VA se déroule pendant les phases d'Intégration Applicative (IA), d'Intégration Inter Applicative (IIA) et d'Intégration d'Exploitabilité (INTEX). La durée de la VA est fixée, dans le cas général, à un délai maximal de douze (12) mois, pouvant aller jusqu'à vingt-quatre (24) mois dans le cas particulier où la recette s'avérerait très complexe.

La personne publique dispose d'un délai maximal d'un (1) mois après la fin de la phase d'INTEX pour prononcer l'une des décisions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

- Vérification de service régulier (VSR)

La VSR permet de vérifier l'adéquation des produits livrés aux besoins des utilisateurs et leur fonctionnement en situation réelle.

La VSR débute à la mise en exploitation d'une livraison acceptée par la personne publique. Cette période de VSR ne peut excéder un délai de quatre (4) mois.

Les conditions de prononcé de la VSR sont décrites au § 2.3.4 du CCTP.

A l'issue de la période de VSR, la personne publique dispose d'un délai maximal d'un (1) mois pour prononcer l'une des décisions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

Les durées de la vérification d'aptitude (VA) et de la vérification de service régulier (VSR) sont fixées dans les bons de commande et varient en fonction de la durée de la prestation.

ARTICLE 15 - AUDITS

La personne publique se réserve à tout moment la possibilité de réaliser des audits internes ou externes sur les prestations du titulaire, particulièrement en matière d'accessibilité numérique, dans ses locaux ou ceux de l'Administration. Ce dernier s'engage à communiquer, dans ce cadre, les informations nécessaires à ces audits.

ARTICLE 16 - PÉNALITÉS

Le présent marché pourra donner lieu à l'application des pénalités suivantes :

- pénalités pour retard d'exécution des prestations ;
- pénalités pour défaut de qualité des développements et des livrables logiciels ;
- pénalités pour non-respect des délais de correction des anomalies bloquantes ;
- pénalités pour non-respect des délais de correction des anomalies non bloquantes en période de VSR et de garantie ;
- pénalités pour non-respect des délais de mise à disposition des assistances techniques et expertises ;

- pénalités pour audit supplémentaire si persistance de non-conformités imputables à une défaillance du titulaire après la réalisation de trois audits ;
- pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.

16.1 – Pénalités pour retard d'exécution

Pour les prestations, lorsque sont dépassés, du fait du titulaire les délais de réalisation fixés dans les bons de commande, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

P = montant des pénalités ;

V = valeur de règlement de la (ou des) prestation(s) concernée(s) ;

R = nombre de jours de retard.

Dans le cas d'un bon de commande comportant plusieurs unités d'oeuvre dont les opérations de vérification portent sur un ensemble de prestations, la valeur pénalisée correspond à la valeur de règlement des prestations soumises à vérifications communes.

16.2 – Pénalités pour défaut de qualité des développements, et des livrables logiciels

Défaut de qualité des développements :

Le titulaire devra respecter un objectif de moins de 5 % d'anomalies de tous types par jour de développement. Cette disposition s'applique pour chaque bon de commande de développement et de maintenance évolutive. Les modalités de respect du seuil de 5 % sont définies au paragraphe 3.4.2 du CCTP.

A défaut, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité déterminée par application de la formule suivante :

P = 5 % du montant du bon de commande ou de la partie de la prestation concernée.

dans laquelle

P = le montant de la pénalité.

Livrables logiciels :

S'agissant de l'indicateur qualité des livrables logiciels mentionné au 3.3.2 du CCTP (deux livraisons au maximum pour l'intégration d'une même demande de maintenance corrective), le non-respect de cette obligation entraînera une pénalité de 2 000 euros pour chaque livraison au-delà de deux.

16.3 – Pénalités pour non respect des délais de correction des anomalies bloquantes

Le montant de la pénalité pour non-respect des délais de corrections des anomalies bloquantes s'élève à 5 000 euros par jour de retard ouvré constaté, tout jour entamé étant dû. Elle est mise en œuvre dans les conditions prévues au § 3.4.3 du CCTP.

16.4 – Pénalités pour non respect des délais de correction des anomalies non bloquantes en VSR et phase de garantie

Le montant de la pénalité pour non-respect des délais de corrections des anomalies non bloquantes s'élève à 1 000 euros par jour de retard ouvré constaté. Elle est mise en œuvre dans les conditions prévues au § 3.4.4 du CCTP.

16.5 – Pénalités pour non respect des délais de mise à disposition des assistances techniques et expertises

Le montant de la pénalité pour non-respect du délai de 20 ouvrés maximum pour la mise à disposition des assistances techniques et expertises s'élève à 1000 euros par jour de retard ouvré constaté au-delà du délai de l'objectif de 20 jours fixé pour la mise à disposition du profil ad-hoc.P.

16.6 – Pénalités pour audit supplémentaire

A périmètre fonctionnel constant, si des non-conformités imputables à une défaillance du titulaire persistent après la réalisation par l'administration de trois audits, une pénalité de 2 000 euros sera appliquée pour chaque audit supplémentaire, jusqu'à correction de l'ensemble de ces anomalies.

16.7 – Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 120 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 17 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS

17.1 – Prestations constituées d'unités d'oeuvre en forfait de développement concourant à la production ou l'adaptation de logiciels (recette dite « complexe » ou « très complexe »)

Le paiement des prestations est effectué dans les conditions suivantes :

- si le délai d'exécution des prestations commandées est inférieur ou égal à trois mois, le titulaire perçoit un acompte de soixante pour cent (60%) à la livraison des prestations, un acompte de 20 % à la date de prononcé de la vérification d'aptitude et le solde à la réception des prestations ;
- si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à trois mois et inférieur ou égal à six mois, le titulaire perçoit un acompte de trente pour cent (30%) après exécution de la moitié des prestations de la commande, un acompte de trente pour cent (30%) à la livraison validée des prestations, un acompte de vingt (20%) à la date de prononcé de la vérification d'aptitude et le solde à la réception des prestations ;
- si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à six mois et inférieur ou égal à neuf mois, le titulaire perçoit un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du tiers des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du deuxième tiers des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) à la livraison validée des prestations, un acompte de vingt (20%) à la date de prononcé de la vérification d'aptitude et le solde à la réception des prestations.

- si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à neuf mois et inférieur ou égal à douze mois, le titulaire perçoit un acompte de quinze pour cent (15%) après exécution du quart des prestations, un acompte de quinze pour cent (15%) après exécution du deuxième quart des prestations, un acompte de quinze pour cent (15%) après exécution du troisième quart des prestations, un acompte de quinze pour cent (15%) à la livraison validée des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) à la date de prononcé de la vérification d'aptitude et le solde à la réception des prestations.

- pour les prestations très complexes pouvant donner lieu à une vérification d'aptitude d'une durée maximale de vingt-quatre mois, les conditions de règlement sont aménagées comme suit. Pour ces prestations, il est prévu un acompte supplémentaire de 10 % du montant du bon de commande réglé à la moitié de la vérification d'aptitude, le montant du solde étant réduit à due concurrence.

17.2 – Prestations constituées d'unités d'oeuvre ne concourant pas à un forfait de développement (recette dite « simple »)

Le paiement des prestations est effectué dans les conditions suivantes :

- si le délai d'exécution est inférieur ou égal à trois mois, le titulaire perçoit la totalité du prix à la réception des prestations,

- si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à trois mois et inférieur ou égal à six mois, le titulaire perçoit un acompte de quarante pour cent (40%) après exécution de la moitié des prestations et le solde à la réception des prestations.

- si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à six mois et inférieur ou égal à neuf mois, le titulaire perçoit un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du tiers des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du deuxième tiers des prestations et le solde à la réception des prestations ;

- si le délai d'exécution des prestations commandées est supérieur à neuf mois et inférieur ou égal à douze mois, le titulaire perçoit un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du quart des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du deuxième quart des prestations, un acompte de vingt pour cent (20%) après exécution du troisième quart des prestations et le solde à la réception des prestations.

17.3 – Imputation

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

ARTICLE 18 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

18.1 - Délai global de paiement du titulaire

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond :

- soit à la date de réception de la facture, afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique ;
- soit à la date du procès verbal de versement d'acompte ou de réception correspondant si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Pour toute avance versée en application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

18.2 - Délai global de paiement du sous-traitant

Le paiement du sous-traitant, bénéficiant du paiement direct en application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement du sous-traitant correspond :

- soit à la date de réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;
- soit à la date d'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné l'article R2193-12 du code de la commande publique, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus à la personne publique.

Pour toute avance versée en application R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

18.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;
- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du

semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Lorsqu'ils sont appliqués aux acomptes ou au solde, les intérêts moratoires sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés au présent article sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 19 - AVANCE

Conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique une avance est versée au titulaire sauf refus de sa part.

Son montant est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, à 5 % du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses sous-traitants admis au paiement direct serait une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 20 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs depuis le 1^{er} janvier 2020.

✓ Factures dématérialisées :

Elles seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 21 du présent document. Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- le numéro d'engagement juridique : n° de bon de commande Chorus, ou n° de marché (n° court) s'il n'y a pas de bon de commande.
- le code du service exécutant des demandes de paiement (service facturier). Ce code est précisé dans les bons de commande.

Pour la DGFIP-DGS, le code est **FAC9470075**.

Les factures afférentes au paiement devront également comporter les indications suivantes :

- la date d'établissement de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro CHORUS et la date du marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxe ;
- le prix total toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

ARTICLE 21 – DÉMATÉRIALISATION

Les bons de commandes et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

ARTICLE 22 – LANGUE – MONNAIE

Le présent marché relève du droit français.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 23 – LITIGES ET CONTENTIEUX

23.1 - Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article 55 du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

23.2 - Règlement contentieux des différends

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous les litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent marché, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal Administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00 – Télécopie : 01.49.20.20.99

Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 24 – MODIFICATION DU CONTRAT

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

■ si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :

- le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.s.

ARTICLE 25 – RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

ARTICLE 26 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. La non-présentation d'un sous-traitant à l'administration entraînera l'application de

pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

ARTICLE 27 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

ARTICLE 28 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou cession de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 29 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai fixé par décret en Conseil d'État, la personne publique, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, pourra appliquer l'une des sanctions suivantes :

- une pénalité égale à 10 % des prestations effectivement payées au jour du constat effectué par la personne publique. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;
- la résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG/TIC, conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail.

ARTICLE 30 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;

- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG/TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

ARTICLE 31 - PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PÉNALITÉS

Le montant total cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique est plafonné à vingt pour cent (20%) du montant hors taxes cumulé des bons de commande notifiés au titulaire par année de validité du marché.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

ARTICLE 32 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects les parties conviennent d'entendre les pertes de bénéfices ou chiffre d'affaires, la perte de données, la perte d'exploitation et l'atteinte à l'image encourus par l'autre partie ou un tiers. Il appartient à la personne publique de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information qu'elle utilise.

Le titulaire du marché est responsable des seuls préjudices directs causés par un manquement à ses obligations contractuelles.

Sauf dispositions contraires de la loi, le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, ne pourra excéder, pour chaque année de validité du marché, tous dommages confondus, le montant HT cumulé des bons de commande notifiés au titulaire.

ARTICLE 33 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les livrables du présent accord-cadre devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement.

ARTICLE 34 – ÉTABLISSEMENT D'UN BILAN D'ÉMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité³.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

ARTICLE 35 – DÉROGATIONS

Article du CCAP qui déroge au CCAG/TIC		Disposition du CCAG/TIC
Conditions d'exécution des prestations	Article 6.1	Article 47
Forme des prix	Article 8.2	Article 10.2

3 Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

Droits cédés à la personne publique	Article 13.1	Article 46.2.1
Connaissances antérieures	Article 13.3	Article 45
Vérifications et réception	Article 14	Articles 32 et 33
Pénalités de retard	Article 16.1	Article 14

ANNEXES – OBLIGATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Afin de se conformer à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le présent CCAP est complété par les clauses figurant dans le fichier intitulé « DGFIP-DGS-2400015_Annexe CCAP_clauses RGPD_Lots 1 et 2.pdf » applicables aux Lots 1 et 2 et le fichier « DGFIP-DGS-2400015_Annexe CCAP_clauses RGPD__Lot 2_Portail Commun de Recouvrement (PCR)_sous-traitance ulterieure.pdf » applicable au lot 2, ainsi que par un fichier intitulé « DGFIP-DGS-2400015_Annexe CCAP_Cartographie applicative_RGPD.ods »